

Beijing. Nous devons aussi contribuer activement à la préparation du nouvel *Agenda pour le développement* proposé par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali.

Monsieur le Président, les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie ont reconnu, au Sommet de Maurice, que le temps était venu de mieux identifier nos ambitions et ont ainsi mis sur pied un Comité de réflexion pour le renforcement de la Francophonie. Les défis nouveaux du genre de ceux que je viens de mentionner, exigent une telle réflexion. Nous attendons tous avec intérêt le rapport d'étape que nous présentera demain son président, M. Dehaybe.

Sans vouloir préjuger des résultats des travaux de ce comité extrêmement important qui dispose encore d'une année pour s'acquitter de son mandat, je désire souligner la nécessité de définir clairement la mission de la Francophonie et d'identifier des champs de coopération ciblés autour des caractéristiques qui nous unissent. Il faudra savoir nous en tenir à de grands axes mobilisateurs. Seulement ainsi la Francophonie pourra-t-elle espérer devenir davantage un intervenant essentiel, crédible et respecté sur la scène internationale. Ces grands axes commencent à s'imposer d'eux-mêmes, ce sont : la langue française, l'éducation, la culture, la communication, l'informatique et l'État de droit. Avec les activités économiques qu'ils soutiennent, ils ont de quoi insuffler, j'en suis convaincu, un nouveau dynamisme aux 25 prochaines années de la Francophonie.

Pour revigorer la Francophonie, le Canada pense aussi que le moment est venu d'examiner avec tous les acteurs impliqués, les voies nécessaires à une meilleure articulation de nos programmes respectifs dans l'espace francophone. Nous travaillons dans les mêmes pays; aussi pourrions-nous nous appuyer mutuellement davantage que nous ne le faisons, en ces temps où nous devons tous apprendre à mieux utiliser nos ressources et à affirmer notre coopération politique.

Depuis que la Francophonie s'est donné des ambitions et rêve de plus grandes encore, on parle souvent de son «déficit politique». Je ne cacherai pas que je partage l'avis de ceux qui estiment qu'il faille lui donner, sur ce plan, plus de crédibilité. L'édifice francophone mis en place à la suite des Sommets peut être affiné davantage. Sans doute le Comité de réflexion devra-t-il aborder cette question en son temps, d'ici le Sommet de Cotonou.

Nous ne devons pas sombrer dans l'immobilisme, nous devons prendre les mesures qui s'imposent. Je crois que le Sommet de Chaillot a tracé de bonnes voies. Il suffira de les explorer davantage, avec imagination, pragmatisme et générosité pour mieux asseoir l'autorité politique de la Francophonie. Je sais que nous y arriverons.